

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 19/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ONYX EST**

258 avenue René Jacot  
ZI Technoland  
25460 Étupes

Références : UID257090/SPR/EDB/AR 2024 0219E  
Code AIOT : 0005901938

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2024 dans l'établissement ONYX EST implanté 258 avenue René Jacot ZI Technoland 25460 Étupes. L'inspection a été annoncée le 08/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de l'inspection des installations classées pour l'année 2024.

Cette visite a été annoncée par courriel en date du 8 janvier 2024.

Le thème du contrôle est la protection des milieux aquatiques, l'action nationale sur les PFAS (per- et polyfluoroalkylées), et la prévention contre le risque incendie. En effet, ce dernier constitue l'enjeu principal de cette activité où les retours d'expérience en termes d'accidentologie sont nombreux et ont par ailleurs fondé le renforcement des prescriptions en matière de prévention incendie (cf. arrêté ministériel du 22 décembre 2023 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement). Ces prescriptions sont applicables aux installations existantes selon un calendrier.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ONYX EST
- 258 avenue René Jacot ZI Technoland 25460 Étupes
- Code AIOT : 0005901938
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité du site consiste à la réception/tri/conditionnement des déchets d'activité économique et des encombrants des déchetteries des communautés de communes adhérentes. Le site met à disposition des bennes vides chez les entreprises. Ces bennes sont ensuite collectées et les déchets font l'objet d'un tri à la pelle mécanique à l'intérieur du bâtiment de tri pour récupérer la partie valorisable. Cette partie est ensuite mise en balle dans la presse pour expédition en l'état. Les refus de tri sont dirigés soit en incinération soit en installation de stockage de déchets non dangereux pour les déchets ultimes. Le site est classé au titre des rubriques 2714, 2716 et 2791. Il dispose d'une station-service qui n'est pas classé au titre des ICPE (volume distribué en 2023 de 134m<sup>3</sup> de gazoil et 30 m<sup>3</sup> de GNR).

Environ 30 personnes travaillent sur le site. Le centre de tri fonctionne de 7h30 à 15h30 du lundi au vendredi.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN24 PFAS
- Protection incendie
- Prévention de la pollution des eaux

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Emissions atmosphériques	AP Complémentaire du 29/12/2015, article 2.3.1.5.	Demande d'action corrective	3 mois
4	Rejets en station d'épuration collective	AP Complémentaire du 29/12/2015, article 2.4.4.9.1.	Demande d'action corrective	3 mois
5	Valeurs limites d'émission des eaux pluviales	AP Complémentaire du 29/12/2015, article 2.4.4.13.	Demande d'action corrective	3 mois
6	VLE rejet dans le milieu naturel	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan des réseaux	AP Complémentaire du 29/12/2015, article 2.4.3.2.	Sans objet
3	Entretien et conduite des installations de traitement	AP Complémentaire du 29/12/2015, article 2.4.4.4.	Sans objet
7	Gestion des eaux	AP Complémentaire du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	pluviales	29/12/2015, article 2.4.4.14.	
8	Confinement des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 29/12/2015, article 2.7.5.1.1.	Sans objet
9	Emergences sonores	AP Complémentaire du 29/12/2015, article 2.6.2.1.	Sans objet
10	Plan des zones à risques	AP Complémentaire du 29/12/2015, article 2.7.1.1.	Sans objet
11	Désenfumage	AP Complémentaire du 29/12/2015, article 2.7.2.4.	Sans objet
12	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 29/12/2015, article 2.7.3.3.	Sans objet
13	Conformité des équipements électriques	AP Complémentaire du 29/12/2015, article 2.7.4.2.	Sans objet
14	Détection incendie	AP Complémentaire du 29/12/2015, article 2.7.4.4.	Sans objet
15	Liste des PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
16	Prélèvements et analyses PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est propre et bien tenu. L'exploitant a une bonne culture du risque environnemental et une bonne gestion documentaire.

4 non-conformités ont été relevées concernant les analyses sur les rejets aqueux:

- l'exploitant ne réalise pas de campagne de ses rejets atmosphérique tous les ans afin de prendre en compte l'activité de la presse.
- la dernière analyse réalisée sur le rejet n°1 ne contient pas les paramètres métaux totaux et hydrocarbures.
- le rejet n°2 n'a pas fait l'objet d'une analyse en 2023,
- l'ensemble des paramètres prévus par la réglementation nationale n'a pas fait l'objet d'une analyse pour le rejet n°2.

Le non-respect des dispositions d'un arrêté préfectoral expose aux suites administratives et pénales prévues par les articles L. 171-8 et R. 514-4 du code de l'environnement.

Considérant les actions engagées ou prévues, l'inspection ne propose pas dans un premier temps d'arrêté préfectoral de mise en demeure. Les réponses de l'exploitant et les résultats des actions correctives guideront la décision pour le moment suspendue.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Emissions atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/12/2015, article 2.3.1.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle documentaire
<b>Prescription contrôlée :</b>

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Toutes précautions sont prises, lors du chargement ou du déchargement des produits, afin de limiter les émissions diffuses dans l'environnement.

Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Toutes les opérations susceptibles de générer des envols et émissions de poussières seront effectuées sous bâtiment clos ou auvent. Les équipements concourant à l'acheminement et au tri sont nettoyés régulièrement. De plus, un contrôle des envols éventuels sera effectué après chaque événement venteux et a minima à une fréquence hebdomadaire et un ramassage le cas échéant.

Une unité de dépoussiérage est mise en place pour traiter les poussières émises au niveau du broyeur et de la presse.

En sortie de l'unité, les valeurs limites indiquées dans le tableau suivant doivent être a minima respectées:

Installation	Paramètres	Valeur limite en concentration
Dépoussiérage	poussières	20 mg/Nm <sup>3</sup>

L'exploitant fait réaliser selon une fréquence suffisante et adaptée au contrôle du bon fonctionnement de l'appareil par un organisme agréé, une surveillance de ses émissions atmosphériques portant sur les rejets en poussières. Les mesures sont effectuées sur une durée représentative du fonctionnement des installations sans être inférieure à une demi-heure.

#### Constats :

L'exploitant a présenté un rapport de contrôle des rejets atmosphériques du broyeur en date du 20/08/2019 avec une valeur mesurée en sortie du dépoussiéreur de 0 mg/Nm<sup>3</sup>.

L'inspection n'a pas constaté la présence d'un broyeur fixe sur le site. En effet, l'exploitant a précisé que les volumes de bois n'ont finalement jamais nécessité de mettre en place un broyeur fixe. Une campagne de broyage avec un broyeur mobile est réalisée ponctuellement. L'exploitant indique que la dernière campagne a eu lieu en 2022 et n'a duré que 2 jours. Ces campagnes sont déclenchées de manière réactive en fonction des flux de déchets ce qui ne permet pas d'anticiper et prévoir une mesure de poussières durant ces 2j. Dans la mesure du possible, il pourrait être opportun de réaliser des mesures de poussières durant les campagnes de broyage. Il convient également de préciser que le broyeur mobile fonctionne à l'intérieur du bâtiment de tri qui est pressurisé et qui dispose d'un système d'aspiration et d'un dépoussiéreur.

Toutefois, la prescription de l'arrêté préfectoral précise que l'unité de dépoussiérage est mise en place pour traiter les poussières du broyeur et de la presse qui est également susceptible de générer des poussières. La presse étant fixe et fonctionnant quotidiennement, les mesures de poussières en sortie du dépoussiéreur sont à réaliser une fois par an.

L'exploitant indique vouloir maintenir son classement en rubrique 2791 afin d'anticiper des potentielles demandes futures liées au développement de la filière des CSR (attention au seuil de 75 t/j de la rubrique IED 3532 qui impliquerait le dépôt d'un dossier d'autorisation).

**Non-conformité n°1** : l'exploitant ne réalise pas de campagne de ses rejets atmosphériques tous les ans afin de prendre en compte l'activité de la presse.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Une campagne de mesure des rejets atmosphériques est à réaliser dans un délai de 6 mois et le rapport à communiquer à l'inspection dès réception.
<b>Type de suites proposées : Avec suite</b>
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

## N° 2 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/12/2015, article 2.4.3.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle documentaire
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li> <li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...),</li> <li>- les secteurs collectés et les réseaux associés,</li> <li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),</li> <li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un plan des réseaux du site complet et clair.</p> <p>Il indique notamment la présence de 3 vannes d'isolement et 3 séparateurs hydrocarbures. Le site est divisé en 3 zones collectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- parking du personnel/visiteurs, bâtiment administratif/maintenance et aire de lavage des véhicules/station-service. Les eaux sanitaires et les eaux pluviales de cette zone sont rejetées, après traitement dans un séparateur hydrocarbures (présence d'une vanne d'isolement) dans le réseau communal au point de rejet n°1 au sud du site.</li> <li>- bâtiment de tri (avec presse à balle) et entreposage des déchets, auvent d'entreposage des déchets mis en balles et voies de circulation périphériques. Les eaux de toitures et les eaux pluviales de cette zone sont rejetées, après traitement dans un séparateur hydrocarbures, (présence d'une vanne d'isolement) dans le milieu naturel (canal avec exutoire dans la rivière l'Allan) au point de rejet n°2 au Nord du site.</li> <li>- plateforme étanche d'entreposage des bennes vides. Les eaux collectées dans cette zone sont rejetées, après traitement dans un séparateur hydrocarbures (présence d'une vanne d'isolement) dans le milieu naturel (canal) au Nord-Est du site.</li> </ul> <p>Ce plan n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Entretien et conduite des installations de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/12/2015, article 2.4.4.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle documentaire

**Prescription contrôlée :**

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Les eaux pluviales de voiries et les eaux pluviales provenant de la station service sont traitées par un séparateur hydrocarbure.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant a présenté deux bordereaux de suivi de déchets pour l'entretien de ses 3 séparateurs hydrocarbures, un pour le déchet « eaux + hydrocarbures » et un pour les boues. D'après ces bordereaux, le dernier entretien a été réalisé le 07/12/2023. Les bordereaux sont complets et attestent du traitement des déchets dans des filières adaptées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Rejets en station d'épuration collective**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 29/12/2015, article 2.4.4.9.1.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle documentaire

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : Eaux usées (N° 1) (Cf. repérage du rejet au paragraphe 2.4.4.5.).

Débit de référence	18 m3/j
Paramètre	Concentration maximale (mg/L)
Matières en suspension	600
DCO	2000
DBO5	800
Azote global	150
Phosphore total	50
Hydrocarbures	5

Rejets internes

Référence du rejet interne à l'établissement : N° 1a (Cf. repérage du rejet au paragraphe 2.4.4.5)

Paramètre	Concentration maximale (mg/L)
Métaux totaux	10
Hydrocarbures	5

**Constats :**

Le rejet n°1 a fait l'objet d'une analyse en date du 12/07/2023. Cette analyse ne met pas évidence de dépassement pour les paramètres analysés. Toutefois, les paramètres métaux totaux et hydrocarbures totaux n'ont pas été analysés.

L'exploitant a indiqué qu'il allait rapidement faire le nécessaire pour rajouter ces paramètres sur le cahier des charges de la prochaine analyse.

**Non-conformité n°2 :** la dernière analyse réalisée sur le rejet n°1 ne contient pas les paramètres métaux totaux et hydrocarbures.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant veillera à faire analyser le rejet n°1 sur l'ensemble des paramètres prévus par son arrêté préfectoral dans un délai de 3 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**N° 5 : Valeurs limites d'émission des eaux pluviales**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 29/12/2015, article 2.4.4.13.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle documentaire

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : points de rejets des eaux pluviales vers le milieu naturel (N° 2 et autres points de rejets vers le milieu naturel) (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.).

Débit de référence	Maximal : débit doit être inférieur au débit de pointe généré par une pluie décennale à l'état initial avant projet
Paramètre	Concentration maximale (mg/L)
Matières en suspension	35
DCO	125
Métaux totaux	10
Hydrocarbures	5

[...]

Article 2.9.2.3. : les mesures et analyses sont réalisées selon une fréquence au moins annuelle.

**Constats :**

Le rejet n°2 a fait l'objet d'une analyse en date du 16/09/2022. Cette analyse annuelle n'a pas été réalisée en 2023.

Les paramètres analysés sont conformes aux valeurs limites de l'arrêté préfectoral.

**Non-conformité n°3 :** le rejet n°2 n'a pas fait l'objet d'une analyse en 2023.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant veillera à faire réaliser l'analyse sur le rejet n°2 dans un délai de 3 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective



## N° 6 : VLE rejet dans le milieu naturel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle documentaire			
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes. [...]			
<b>2 - Substances spécifiques du secteur d'activité</b> <b>(uniquement dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence)</b>			
	N° CAS	Code SANDRE	
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	25 µg/l si le rejet dépasse 0,5g/j
Cadmium et ses composés	7440-43-9	1388	25 µg/l
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	7440-47-3	1389	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j (dont Cr <sup>6+</sup> : 50µg/l)
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,150mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Mercure et ses composés (en Hg)	7439-97-6	1387	25 µg/l
Nickel et ses composés	7440-02-0	1386	0,2 mg/l si le rejet dépasse 5g/j
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	-	-	15 mg/l
Indice phénols	108-95-2	1440	0,3 mg/l
Cyanures libres	57-12-5	1084	0,1 mg/l
Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)		1117	25 µg/l (somme des 5 composés visés)
Benzo(a)pyrène	50-32-8	1115	
Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène	205-99-2 / 207-08-9	-	
Somme Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène	191-24-2 / 193-39-5	-	
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	-	1106	1 mg/l
<b>Constats :</b>  Seul le rejet n°2 est concerné par les activités classées du site. Le dernier rapport d'analyse réalisée en 2022 sur ce point de rejet ne comprend pas tous les paramètres prévus par la réglementation nationale. Les paramètres fluorures, indice phénol, cyanures, HAP et benzo(a)pyrène n'ont pas été analysés.			

<b>Non-conformité n°4</b> : l'ensemble des paramètres prévus par la réglementation nationale n'a pas fait l'objet d'une analyse.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant veillera à intégrer l'ensemble des paramètres prévus à l'article 17 de l'AMPG du 06/06/2018 lors de sa prochaine analyse qui devra avoir lieu dans un délai maximum de 3 mois.
<b>Type de suites proposées</b> : Avec suites
<b>Proposition de suites</b> : Demande d'action corrective

#### N° 7 : Gestion des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire</b> : AP Complémentaire du 29/12/2015, article 2.4.4.14.
<b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, Contrôle sur site
<b>Prescription contrôlée</b> : Un bassin de rétention dimensionné d'un volume minimal de 100 m <sup>3</sup> (bassin étanche) collecte les eaux pluviales de la partie extension.
<b>Constats</b> : Le site ne possède pas de bassin de rétention mais une cuve de rétention enterrée. Cette cuve est présente sur les plans des réseaux du site. L'exploitant a présenté la fiche technique de cette cuve dont le volume est de 197,9 m <sup>3</sup> . Elle permet de récupérer les eaux du centre de tri avant rejet au point n°2.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite

#### N° 8 : Confinement des eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire</b> : AP Complémentaire du 29/12/2015, article 2.7.5.1.1.
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, Contrôle sur site
<b>Prescription contrôlée</b> : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement des structures, afin que les eaux soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. A cet effet, le centre de tri est aménagé de façon à ce que les eaux d'extinction soient confinées sur place. Le volume de confinement à assurer est d'au moins 445 m <sup>3</sup> . Une vanne d'isolement étanche, incombustible et située à l'extérieur du bâtiment, permet la mise en œuvre du dispositif d'isolement. La vanne d'isolement est repérée et facilement accessible en permanence. Les modalités de sa mise en œuvre sont explicitées sur une consigne affichée à proximité de la vanne. Le bassin de rétention qui est étanche, fera également office de bassin de confinement des eaux d'extinction, en cas d'incendie sur les aires extérieures de stockage. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.
<b>Constats</b> : Le confinement des eaux d'extinction est assuré par les pentes des voiries et du bâtiment, les réseaux et la cuve enterrée d'environ 200 m <sup>3</sup> . D'après les plans et les calculs de rétention par zone collectée, ce volume est d'environ 600 m <sup>3</sup> . Le site bénéficie de 3 vannes d'isolement pour maintenir toutes les eaux à l'intérieur du site. La vanne au niveau du point de rejet n°2 a été contrôlée par sondage. Il s'agit d'une vanne

guillotine.

Une pancarte sur poteau permet bien de signaler sa présence sur le site. L'exploitant a présenté son mode opératoire « mise en sécurité du site » dans lequel figure une procédure pour l'obturation des réseaux par les vannes d'isolement situées aux 3 points. Cette procédure est claire, on y retrouve des photos avec explications et la localisation des 3 vannes.

Lors de la visite (matin) la vanne contrôlée était grippée et il n'a pas été possible de l'actionner. Toutefois, l'exploitant a fait intervenir l'équipe de maintenance l'après-midi et une vidéo de manipulation de la vanne a été transmise à l'inspection le jour même afin de justifier de son bon fonctionnement.

L'exploitant a indiqué qu'il allait mettre en place une vérification régulière des 3 vannes et allait ajouter leur manipulation à l'exercice incendie annuel afin de s'assurer qu'elles sont toujours opérationnelles.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 9 : Emergences sonores

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 29/12/2015, article 2.6.2.1.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle documentaire

**Prescription contrôlée :**

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée(\*).

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

**Constats :**

Le dernier contrôle des niveaux sonores a été réalisé les 25 et 26 avril 2023.

Aucun dépassement n'a été relevé dans les zones à émergence réglementée (ni en limite de site).

Ce point n'appelle pas d'observation particulière.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 10 : Plan des zones à risques

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 29/12/2015, article 2.7.1.1.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle documentaire et sur site

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

**Constats :**

Le plan des zones à risques du site figure dans le mode opératoire de mise en sécurité du site. Ce plan comprend la localisation des moyens d'intervention (poteau devant le site, RIA), les vannes de coupure électrique et d'eau potable, les zones de stockage de déchets combustibles, le stockage de GNR et de gasoil, la localisation du TGBT et du transformateur, etc. Ce plan est complet et clair, il permet une bonne appréhension des risques sur le site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Désenfumage**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 29/12/2015, article 2.7.2.4.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle documentaire et sur site

**Prescription contrôlée :**

Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes aux normes en vigueur (norme NF EN 12101-2, version décembre 2003), permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande).

La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2% de la surface au sol du local.

Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m<sup>2</sup> est prévue pour 250 m<sup>2</sup> de superficie projetée de toiture. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.

L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation.

[...]

**Constats :**

Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de trappes en toiture au niveau du bâtiment de tri ainsi que des boîtiers de commandes manuelles au niveau des sorties. Les commandes étaient signalées et accessibles. Le dispositif a fait l'objet d'un contrôle en date du 05/12/2023. Le rapport mentionne un dysfonctionnement sur une trappe. L'exploitant a présenté le bon de commande en date du 30/01/2024 pour la maintenance de cette trappe.

L'exploitant a indiqué que les dispositifs de désenfumage bénéficiaient également d'un dispositif de déclenchement automatique.

La surface de ces trappes n'a pas été contrôlée lors de la visite d'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 29/12/2015, article 2.7.3.3.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle documentaire et sur site

**Prescription contrôlée :**

Les zones contenant des déchets combustibles de natures différentes doivent être sectorisées de manière à prévenir les risques de propagation d'un incendie.

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d'un système de contrôle vidéo du centre de tri avec report d'image ;
- d'un système de détection automatique d'incendie avec report d'alarme. Cette détection est assurée par des détecteurs thermiques répartis de manière régulière sur l'ensemble du stockage ; ce système équipe notamment les zones contenant des déchets combustibles ;
- d'un système d'alarme incendie sonore à l'intérieur du centre de tri ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 2.7.1.1 ;
- d'au moins 3 poteaux incendie d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 normalisés NFS 61.213 implantés conformément à la norme NFS 62.200 pouvant fournir chacun et simultanément un débit de 1000l/mn sous une pression minimale de 1 bar durant 2 heures.

Le poteau le plus proche devra se trouver à moins de 100 mètres de l'entrée du bâtiment principal, distance mesurée en empruntant les voies accessibles en tout temps aux moyens de secours.

Ces poteaux incendies devront être distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).

Tout ou partie de ces besoins pourront être remplacés par des dispositifs équivalents (citernes, bassins) accessibles en toutes circonstances et à une distance de l'installation sous réserve d'avoir recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m<sup>3</sup>/h.

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage.

Le calcul des besoins en eau fait apparaître la nécessité de disposer d'au minimum de 300 m<sup>3</sup> (150 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures).

L'exploitant dispose à cet effet :

- d'un appareil incendie d'un réseau public d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 d'un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures implanté à moins de 100 mètres de l'installation,
- de 2 appareils incendie d'un réseau public d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 d'un débit minimal de 120 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures implanté à moins de 200 mètres de l'installation,
- d'un réseau de robinets d'incendie armés (RIA) protégés contre le gel et disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées équipant notamment le bâtiment de tri et la zone de stockage de balles,
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

[...]

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Les rapports de ces vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

L'exploitant doit constituer et former une équipe de première intervention qui est opérationnelle

<p>en permanence pendant les heures d'ouverture de l'exploitation. [...]</p>
<p><b>Constats :</b>  Le site dispose des moyens de lutte contre l'incendie suivants :  - téléphones fixes et mobiles pour alerter les secours ;  - un poteau devant le site (n°32), à moins de 100 mètres ; un poteau (n°47) à moins de 200 m à l'Ouest du site ; un poteau (n°84) à moins de 200 m à l'Est du site.  L'exploitant a communiqué les justificatifs des débits de ces poteaux dont la dernière vérification date de mai 2023. Le poteau 32 a un débit supérieur à 80 m3/h, les poteaux 47 et 84 ont un débit supérieur à 130 m3/h.  - 31 extincteurs et 7 RIA répartis sur le site. L'exploitant a présenté la dernière vérification de ces équipements en date du 07/04/2023. Les RIA disposent de cordons chauffant et de vanne de mise hors gel pour l'hiver.  - tout le personnel du centre de tri est formé à l'utilisation des RIA et extincteurs (dernier recyclage en 2022), les chauffeurs et le personnel administratif sont quant à eux formés à l'utilisation des extincteurs.  - le mode opératoire pour la mise en sécurité du site comprend le plan des zones à risques avec les moyens d'extinction, les vannes d'isolement... (cf point de contrôle n°10).  - l'exploitant réalise 3 exercices par an, un exercice « incendie », un exercice « déversement accidentel » et un exercice « déchet radioactif ». Le dernier exercice a eu lieu le 20/01/23. L'exploitant indique que le prochain aura lieu très prochainement. Il indique privilégier l'hiver pour réaliser cet exercice afin d'être dans la situation la plus défavorable pour l'utilisation des RIA et ainsi réaliser les manœuvres d'ouverture de vannes hors gel avant l'utilisation des RIA.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 13 : Conformité des équipements électriques

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/12/2015, article 2.74.2.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.  Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
<p><b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté les rapports de vérification suivants :  - rapport de vérification des installations électriques en date du 22/02/2023 (prochaine intervention prévue le 14/02/24) dont le Q18 conclut à l'absence de risque d'incendie et d'explosion.  - rapport de contrôle électrique par thermographie en date du 21/09/23 dont le Q19 conclut à l'absence d'anomalie.  - rapport d'analyse de l'huile du transformateur électrique en date du 24/11/2023.</p> <p>Ces éléments n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 14 : Détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/12/2015, article 2.74.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire et sur site
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 2.8.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. En particulier, le bâtiment de tri et la zone de stockage balles sont équipés d'un système de détection automatique d'incendie. Par ailleurs, la détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules et locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.
<b>Constats :</b> Le site dispose d'un système de sécurité incendie (SSI) relié à une alarme et à une société externe. En cas de déclenchement, la société est alertée et fait une première levée de doute par caméra et en fonction du signalement contacte les pompiers et dans tous les cas l'équipe d'encadrement. Le système est composé de 5 caméras thermiques au niveau du bâtiment centre de tri et de détecteurs de fumées au niveau du auvent, de l'atelier de maintenance et des bureaux. Le SSI fait l'objet d'une vérification semestrielle dont les dernières ont été réalisées le 29/06/2023 et le 14/11/2023. Ce dernier mentionne qu'un détecteur n'a pu être testé à cause de balles de papier devant. L'exploitant veillera à ce que cette vérification soit réalisée lors de la prochaine intervention. Des dispositifs de détection ont effectivement été constatés par sondage sur le site au niveau du local TGBT et du auvent. La présence de caméras thermiques a également été constatée dans le bâtiment et les écrans de contrôle au niveau de l'accueil. L'exploitant n'a pas su préciser quelle était la température critique relevée au niveau des caméras qui enclenche le SSI. <b>Il convient que l'exploitant fasse le point sur ce sujet afin d'avoir la parfaite connaissance de son système et l'adapter le cas échéant. Il devra également fournir son mode opératoire pour la maintenance des caméras thermiques (retrait de la poussière, calibrage de la température...). Ces éléments seront à communiquer à l'inspection.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 15 : Liste des PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Inspection documentaire
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des

substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
<b>Constats :</b> Les per- et polyfluoroalkylées (PFAS) sont des substances aux propriétés chimiques spécifiques, utilisées dans de nombreux domaines industriels et produits de la vie courante. L'arrêté ministériel du 20 juin 2023 a pour objectif leur identification au sein de certains sites classés. L'exploitant a communiqué la liste des PFAS identifiée pour tous les sites du groupe. Ce document précise qu'en l'absence de connaissance complète des PFAS susceptibles de se retrouver dans les rejets aqueux des sites de traitement de déchets, l'intégralité des substances obligatoires et optionnelles ont été relevées et feront l'objet de campagnes d'analyses. L'inspection rappelle qu'il n'y a pas de rejets d'effluents industriels, les déchets sont tous entreposés à l'abri des intempéries.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 16 : Prélèvements et analyses PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Inspection documentaire
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants : rubrique 2791 - 9 mois à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté
<b>Constats :</b> Le laboratoire mandaté pour ces mesures et leur analyse est EUROFINS (laboratoire agréé). L'exploitant a présenté le bon de commande en date du 21/11/2023. Les mesures seront réalisées sur les 20 substances de l'alinéa 2 de l'article 3 de l'AMPG du 20 juin 2023 ainsi que les 8 molécules optionnelles de l'alinéa 3 du même article. Le délai pour la réalisation de la première campagne d'analyse est de 9 mois à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté du 20 juin 2023 soit le 27 mars 2024. Ces résultats seront à transmettre via l'application GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite